

## Les grands arrêts du droit administratif :

CE 1873 Pelletier Le juge opère une distinction fondée sur le critère de la détachabilité par rapport aux fonctions. Si la faute est détachable des fonctions de l'agent, elle est personnelle et la juridiction judiciaire est compétent. Si la faute n'est pas détachable des fonctions, c'est alors une faute de service. Pas d'application des règles de droit civil pour l'engagement de la responsabilité administrative. La faute personnelle révèle l'homme avec ses faiblesses, ses passions, ses imprudences.

TC 1873 Blanco Principe de la responsabilité de l'État personne publique pour les fautes commises par ses agents dans le cadre de leur mission de service public.

CE 1875 Pariset Détournement de pouvoir: c'est un acte dont le but n'est pas la recherche d'un intérêt général.

CE 1875 Prince Napoléon La réduction du champ des actes de gouvernement par l'abandon du mobile politique.

TC 1899 Association syndicale du canal de Gignac La présence de prérogatives de puissance publique comme critère de l'établissement public. Il y a aussi le faisceau d'indices : il faut savoir qui est à l'initiative de la création de la personne morale, la nature de ses compétences, règles d'organisation et de fonctionnement, origine des ressources et PPP.

CE 1901 Casanova L'intérêt à agir d'une personne physique doit être directe et personnelle. Le seul fait d'être un contribuable donne intérêt à agir contre les actes engageant les finances de la collectivité à laquelle on contribue. Les activités professionnelles ne peuvent être exercées que par des personnes privées donc on ne peut les subventionner sauf circonstances exceptionnelles.

CE 1902 Compagnie nouvelle du gaz de Deville-lès-Rouen Le principe de mutabilité des contrats administratifs.

CE 1902 Commune de Nérès-les-bains Théorie du concours de police: une autorité de police administrative générale d'une sphère géographique plus petite ne peut qu'aggraver les mesures prises par une autorité de police administrative générale d'une sphère géographique plus grande. Une autorité publique peut contester en justice la légalité d'actes pris par une autre autorité publique sous la tutelle de laquelle elle est placée.

TC 1902 Société immobilière de Saint Just Les administrations ne peuvent contraindre par la force les administrés à exécuter la décision, sauf si urgence ou si le législateur confère ce pouvoir.

CE 1903 Lot Recours d'une autorité inférieure contre les actes d'une autorité supérieure (autorité hiérarchisée). L'agent subordonné n'est jamais recevable à attaquer les décisions par voie du REP car il contesterait l'appréciation de l'intérêt public faite par son supérieur hiérarchique.

CE 1903 Terrier Le contentieux contractuel des collectivités locales appartient au contentieux administratif. Tout ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement des SP proprement dit,

généraux ou locaux constitue une opération administrative qui est par sa nature du domaine de la juridiction administrative.

CE 1905 Martin. Une Personne morale peut introduire un REP contre un acte détachable du contrat intervenant en amont de la conclusion du contrat (ex: décision de passer le contrat...).

CE 1905 Tomaso Grecco Principe d'irresponsabilité de l'administration abandonné au profit de la réparation en cas de faute lourde. Responsabilité de la police administrative.

CE 1906 Croix-de-Seguey-Tivoli Le simple fait d'être usager d'un service public donne intérêt à agir contre toute mesure concernant l'organisation ou le fonctionnement d'un service public. Un REP peut être fait contre un acte détachable du contrat intervenant en aval de la conclusion du contrat.

CE 1906 Syndicat des Patrons-Coiffeurs de Limoges La personne morale peut agir pour la défense des intérêts collectifs qu'elle représente ou dont elle a la charge contre les actes réglementaires ou contre un acte individuel favorable. Mais la personne morale ne peut attaquer ni une mesure n'entrant pas dans son objet statutaire (principe de spécialité), ni une décision purement individuelle.

CE 1907 Compagnie des chemins de Fer de L'Est Critère organique: la nature d'un acte juridique est déterminée exclusivement par la qualité de son auteur. Le Président de la République est une autorité administrative. Le recours pour excès de pouvoir est ouvert contre les règlements d'administration publique. Le gouvernement n'épuise pas ses pouvoirs en adoptant un premier règlement, il peut toujours le modifier ou l'abroger en adoptant un règlement ultérieur.

CE 1908 Feutry (voir Terrier)

CE 1909 Abbé Olivier Le pouvoir de police générale du maire ne peut s'exercer que dans le respect des libertés garanties par la loi, et toute réglementation de police trouve sa justification dans les nécessités du maintien de l'ordre.

CE 1909 Compagnie des Messageries maritimes

CE 1910 Thérond ( voir Terrier)

CE 1910 Compagnie générale française des Tramways

CE 1911 Anguet S'il y a cumul de faute de service et de faute personnelle, la victime choisit. Une faute personnelle peut se cumuler avec une faute de service et cette dernière est de nature à engager la responsabilité de l'administration.

CE 1912 Société des granits porphyroïdes des Vosges Soumission des SP au droit privé possible. Le contrat est administratif si il y a des PPP. Clauses exorbitantes.

CE 1912 Abbé Bouteyre Principe de neutralité (issue du principe d'égalité) du service public.

CE 1913 Téry Consécration du droit de la défense devant la juridiction administrative. Reconnaissance du Conseil supérieur de l'instruction publique comme étant une juridiction administratif.

CE 1914 Gomel Contrôle de la qualification juridique des faits par le juge de l'excès de pouvoir.

CE 1916 Camino Erreur sur l'exactitude matérielle des faits..

CE 1918 Heyriès Autorités publiques peuvent se prévaloir de circonstances exceptionnelles pour se dispenser du respect de certaines règles légales quand elles prennent des actes administratifs.

CE 1918 Epoux Lemonnier Réparation de la faute pour cumul de responsabilités. Une faute unique de l'agent du essentiellement à son fait personnel entraîne la responsabilité du service ainsi que celle de l'agent. Passage du cumul de faute au cumul de responsabilité pour une même faute.

CE 1919 Labonne Le détenteur du pouvoir réglementaire général est aussi autorité de police général. Le chef de l'État a en dehors de toutes délégation législative et en vertu de ses pouvoirs propres, le soin de pouvoir de déterminer les mesures de police applicables à l'ensemble du territoire, compétence exercée par les maires et les préfets au niveau local.

CE 1919 Dame Dol et Laurent Théorie des circonstances exceptionnelles justifie des mesures qui en tant normal seraient illégales.

CE 1919 Regnault-Desrozières Cf.: CE, 1895, Cams

CE 1919 Brincat Lorsque le législateur ne précise pas la nature de l'établissement qu'il a créé, on ne peut pas se servir du texte à valeur législative mais l'on doit recourir à la technique du faisceau d'indices.

CE 1921 Commune de Monségur Un travail ne peut être considéré comme public que s'il est accompli par ou pour le compte d'une personne publique.

TC 1921 Société commerciale de l'Ouest Africain Reconnaît pour la première fois qu'il existe des SP intégralement soumis au droit privé: les SPIC.

CE 1923 Couitéas Si le préfet considère que ne pas envoyer les forces de l'ordre est moins dangereux pour l'ordre public, il ne commet pas de faute (défaut d'exécution d'une décision de justice). Engagement de la responsabilité pour rupture de légalité devant les charges publiques (resp. sans faute).

CE 1930 Despujol L'abrogation des actes réglementaires est obligatoire, si l'acte est devenu illégal du fait d'un changement de circonstances de droit.

CE 1932 Ville de Castelnaudary Le pouvoir de police est une SP mais par sa nature ne peut se déléguer.

CE 1933 Benjamin Contrôle de proportionnalité: vérification de l'adéquation entre la mesure de police, l'atteinte à une liberté fondamentale et les risques de trouble à l'ordre public.

CE 1935 Etablissement Satan La police générale ne peut qu'aggraver une mesure prise par une mesure de police spéciale.

TC 1935 Action française La saisie comportant une mesure de police administrative doit être justifiée par l'urgence sinon elle est constitutive d'une voie de fait.

TC 1935 Thépaz Ni une infraction pénale ni même une voie de fait ne constituent dans tous les cas une faute personnelle.

CE 1936 Jamart Les ministres disposent du pouvoir réglementaire dans le cadre de leur mission de chef de service.

CE 1936 Arrighi Le CE n'est pas compétent pour contrôler la constitutionnalité d'une loi.

CE Ass. 1938 Caisse primaire "Aide et Protection" Rupture d'égalité devant les charges publiques découlant d'une loi est indemnisée si préjudice grave, anormal et spécial. Introduit la notion d'organisme privée gérant un SP par disposition législative ou réglementaire.

CE Ass. 1938 Société anonyme des produits laitiers "La Fleurette" Recours de plein contentieux pour obtenir réparation d'un préjudice occasionné par une rupture d'égalité devant les charges publiques. Engagement de la responsabilité du fait des lois.

CE 1942 Montpeurt Des organismes dotés de prérogatives de puissance publique et chargés d'une mission de service public peuvent ne pas être des établissements publics, mais des organismes de droit privé. Les personnes privées chargées d'une mission de service public peuvent édicter des actes administratifs unilatéraux relevant du juge administratif.

CE 1943 Bouguen

CE 1944 Dame Veuve Trompier-Gravier Réapparition des PGD, emploi du terme "principe". PDG droit de la défense.

CE 1945 Aramu Réapparition des PGD, emploi du terme "principe général". PGD droit de la défense.

CE Ass. 1946 Commune de Saint-Priest-la-Plaine Responsabilité sans faute de l'administration pour les risques aux collaborateurs bénévoles et occasionnels si trois conditions: présence d'un service public, participation nécessaire du collaborateur qui n'est ni usager ni agent de ce SP.

CE 1947 d'Aillières CE reconnaît une juridiction administrative par la méthode du faisceau d'indices.

CE 1947 Dame Veuve Aubry Conditions de la demande préalable dans le cas des préjudices subis par les personnes. La demande préalable doit avoir lieu dans les 4 ans qui suivent la connaissance du dommage.

CE 1947 Compagnie Générale des Eaux Conditions de la demande préalable dans le cas des préjudices subis par les biens. La demande préalable doit avoir lieu dans les 4 ans qui suivent l'extinction de la cause du dommage.

CE 1948 Société du Journal l'Aurore L'entrée en vigueur d'un acte n'a d'effet que pour le futur.

CE 1949 Demoiselle Mimeur Faute personnelle commise hors du service mais non dépourvue de tout lien avec le service. La responsabilité de l'administration est engagée.

CE Ass. 1949 Consorts Lecomte Responsabilité sans faute, régime de responsabilité pour risque en cas d'usage d'arme à feu.

CE 1950 Dehaene Principe de continuité du SP. Il est mis en balance avec le droit de grève.

CE 1950 Dame Lamotte Possibilité de faire un REP.

CE 1950 Quéralt Le recours hiérarchique reconnu.

CE 1950 Stein Définition de la clause exorbitante de droit commun: c'est une clause interdite en droit privée ou une clause inégalitaire au profit de l'administration.

CE 1951 Consorts Baud Le but poursuivi sert de critère à la distinction entre police administrative et police judiciaire. Ici judiciaire.

CE 1951 Daudignac Impossibilité de soumettre à autorisation préalable. Principe de liberté du commerce et de l'industrie.

CE 1951 Société "Concerts du Conservatoire" Principe d'égalité devant le SP = PGD.

CE 1951 Dame Noualeck Le but poursuivi sert de critère à la distinction entre police administrative et police judiciaire. Ici administrative.

CE 1951 Laruelle et Delville Des actions récursoires peuvent se dérouler dans les deux sens: agent condamné peut se retourner contre son employeur. La responsabilité personnelle des agents vis-à-vis de l'administration lorsqu'elle a dû indemniser les victimes pour les fautes personnelles commises par eux peut être engagée sous le contrôle du juge administratif.

CE 1952 Quotidien d'Algérie PGD selon lequel un gouvernement démissionnaire ne peut procéder qu'à l'expédition des affaires courantes.

CE 1952 Demoiselle Mattéi Un acte signé qui n'est pas entré en vigueur existe selon la théorie de l'acte existant.

CE 1952 Mme Grau Responsabilité de l'administration aux risques sur les tiers s'ils ont subi un préjudice anormal, grave et spécial.

CE 1952 Dame Kirkwood Les traités s'imposent aux actes.

CE 1954 Département de la Guadeloupe Le gouvernement a compétence liée (obligation) de prendre les décrets d'application des lois.

CE 1954 Institution Notre Dame du Kreisker Les circulaires interprétatives sont différentes des circulaires réglementaires. Les secondes sont susceptibles de REP.

CE Ass. 1954 Barel L'effort de la juridiction administrative doit tendre à faire prévaloir la réalité sur les apparences, à restituer aux actes leurs natures véritables. Le juge va rechercher

les véritables motifs d'un acte derrière ceux invoqués par l'administration.

CE 1955 Silberstein Le retrait des actes non réglementaires, non créateurs de Droit est possible à tout moment en cas d'acte illégal, obtenu suite à une fraude.

TC 1955 Effimieff

CE 1956 Union syndicale industrielle aéronautique Tout SP est présumé SPA sauf si trois critères cumulatifs sont réunis: recherche de profits, une comptabilité privée, activité financée par une redevance pour service rendu

CE Sect. 1956 Epoux Bertin et Grimouard Est administratif le contrat par lequel une personne confie à son cocontractant l'exécution même d'une mission de service public quelque soit le SP (SPA/SPIC)

CE 1957 Jalenques de Labeau Relations SPIC agents relèvent du droit privé sauf pour le directeur du service et le chef comptable s'il a la qualité de personne publique.

CE Ass. 1957 Barrot Le juge recherche dans l'organisation et le fonctionnement de l'établissement en cause la densité des règles de droit public. Si celles-ci ne sont pas importantes, cela signifie pour lui que l'intention du législateur était de créer un établissement privé. Le contraire aboutit à la reconnaissance d'un établissement public.

CE 1958 Société distillerie de Magnac Laval L'administration peut résilier un contrat pour un motif d'intérêt général.

CE 1958 Syndicat des propriétaires de forêts de chênes lièges d'Algérie Exception au principe d'égalité, en l'espèce l'exception est prévue par la Loi..

CE 1959 Sieur Doublet Obligation de prendre des mesures pour l'autorité de police administrative dans le cas ou à raison de la gravité du péril résultant d'une situation particulièrement dangereuse pour le bon ordre, la sécurité ou la salubrité publique. Le préfet doit donc se substituer au maire s'il ne fait rien.

CE 1959 Syndicat général des Ingénieurs-conseils Valeur du PGD = infra réglementaire, supra décrétoire. Le pouvoir réglementaire est soumis aux PGD (même autonome).

CE 1959 Freyssinet Une même circulaire peut-être tantôt réglementaire, tantôt interprétative.

CE Sect. 1959 Société "Les Films Lutécia" Critère organique de la police administrative spéciale. La moralité rentre dans l'ordre public.

CE 1960 Société Eky CE compétent pour contrôler la constitutionnalité d'un acte réglementaire.

CE 1960 S.A.R.L. Restaurant Nicolas Le détenteur du pouvoir réglementaire général est aussi autorité de police générale. En l'espèce le 1er ministre.

CE Ass. 1960 Société Frampar Cf.: CE, 1954, Barel

CE 1961 Lagrange Théorie de l'erreur manifeste d'interprétation.

CE Ass. 1961 Consorts Letisserand Le juge admet la réparation du préjudice moral.

CE Sect. 1961 Magnier Une personne privé qui gère un SPA prend des actes unilatéraux si PPP.

CE 1962 Canal, Robin et Godot L'ordonnance référendaire est un acte administratif susceptible de REP.

CE 1962 Rubin de Servens Ni la décision de recourir à l'article 16 ni les mesures qu'il permet au Président de prendre comme législateur n'ont un caractère administratif et ne peuvent être déférés au juge administratif. Les actes de nature législative pris dans le cadre de l'article 16 sont insusceptibles de REP tandis que les actes de nature réglementaire pris dans le cadre de l'article 16 sont susceptibles de REP.

CE 1962 Sicard Un décret pris hors conseil des ministres, mais signé par le Président de la République est valable. "le contreseing du 1er ministre vaut seing", le 1er ministre sera l'auteur. La signature de l'autorité compétente purge le texte de son vice.

CE 1963 Commune de Gavarnie Engagement de la responsabilité de l'administration sur le fondement de la rupture d'égalité devant les charges publiques pour les mesures de police positives ou négatives imposant à des administrés une charge spécial et anormal.

CE 1963 Syndicat des praticiens de l'art dentaire du département du Nord Quand une personne privée conclue un contrat avec un personne publique, il n'existe pas de présomption la nature de ce contrat.

CE 1963 Mme de Abelson Pour les usagers d'ouvrages ou de travaux publics, présomption de faute de l'administration.

CE sect. 1963 Nancy Faisceau d'indices: critère finaliste (mission d'intérêt général), critère organique (droit de regard de l'administration sur les modalités d'exécution de la mission), prérogatives de puissance publique.

TC 1963 Société Entreprise Peyrot Un contrat ne peut en principe être administratif que s'il est passé par une personne publique ou au moins pour son compte.

CE 1964 Simmonnet L'abrogation des actes réglementaires est obligatoire, si l'acte est devenu illégal du fait d'un changement de circonstances de fait.

CE 1966 Ville de Royan Reconnaissance de l'intérêt général dans l'exploitation d'un casino.

CE 1966 Société de crédit commercial et immobilier Les ministres disposent du pouvoir réglementaire dans le cadre d'une délégation du 1er ministre.

CE Ass. 1966 Compagnie Générale d'énergie radio-électrique Rupture d'égalité devant les charges publiques découlant d'une convention internationale est indemnisée si préjudice grave, anormal et spécial.

CE 1967 Département de la Moselle Risque découlant de l'utilisation par l'administration de méthodes dangereuses.

TC 1968 Compagnie Air France c/ Epoux Barbier Si le règlement d'un SPIC est relatif à l'organisation du SPIC il relève du droit administratif; s'il est relatif au fonctionnement du SPIC il relève du droit privé.

CE 1969 Société distillerie Brabant Les ministres ne disposent pas du pouvoir réglementaire général

CE 1969 Sieur Vincent Quelque soit le SPA, en application du principe d'égalité (loi de Rolland), le principe de gratuité n'est jamais obligatoire.

CE 1969 Société Lassailly et Bichebois Théorie de la causalité adéquate: le préjudice est attribué à celui des faits dont on peut estimer d'après l'expérience qu'on a du cours normal des choses qu'il a vocation particulière à le provoquer.

CE 1970 Nobel-Bozel Un bien ne peut constituer une dépendance du domaine public que, si d'abord, il est la propriété d'une personne publique.

CE Sect. 1970 Crédit Foncier de France Une directive est un acte administratif unilatéral impersonnel qui ne fait que donner des orientations donc ne peut pas faire l'objet d'un REP.  
CC 1971 71-44

CE 1971 Damasio Intérêt à agir du fait des répercussions négatives de l'acte sur la situation professionnel du requérant.

CE Ass. 1971 Ville Nouvelle Est En cas de contestation d'une DUT qui permet l'expropriation le juge applique la théorie de bilan coût/avantage.

CE 1973 Peynet PGD selon lequel l'administration ne peut révoquer une femme enceinte.

CE 1973 Dalleau Responsabilité sans faute de l'administration qui fait courir à ses usagers d'ouvrages publics des risques particulièrement dangereux.

CE 1974 Denoyez et Chorques Principe d'égalité devant le service public. Exception : possibilité de traiter de manière différente des personnes qui sont dans une situation différente au regard d'une réglementation, ou si la loi le prévoit, ou dans le but de satisfaire un intérêt général.

CE 1974 Dame David PGD sur la justice. Principe de la liberté des débats judiciaires.

CC 1975 I.V.G. Le fait qu'une loi soit contraire à un traité ne veut pas dire qu'elle soit contraire à la constitution. Suprématie des traités sur les lois.

CE 1976 Ville d'Amiens L'administration peut résilier un contrat si son cocontractant a commis une faute lourde.

CE Ass. 1976 SAFER d'Auvergne c/ Bernette

CE 1977 Chambre de commerce de La Rochelle Application du critère de mutabilité de la Loi de Rolland en matière sociale.

CE Ass. 1977 Société "Librairie François Maspéro" Théorie de l'erreur manifeste d'interprétation.

CE 1978 ADASA du Rhône Une personne privée qui gère un SPA sans PPP prend des actes de droit privé.

CE 1978 GISTI PGD sur les étrangers. Principe selon lequel tout homme a le droit de mener une vie familiale normale.

CE 1978 Cohn-Bendit Impossibilité d'invoquer directement une directive dans le cadre d'un REP contre un acte individuel. Mais possibilité de soulever l'exception d'illégalité contre un acte réglementaire de transposition.

CE 1978 Lebon Pose la distinction entre pouvoir discrétionnaire et compétence liée. Le pouvoir discrétionnaire en mis en œuvre quand l'administration a le choix entre au moins 2 décisions également conformes à la légalité. La compétence liée est quant à elle la situation où l'administration ne peut mettre en œuvre qu'une seule solution conforme à la légalité.

CE 1980 Rigal L'abrogation des actes non réglementaires, créateurs de Droit est possible si cette abrogation est motivée (loi du 11 juillet 1979). En l'espèce, vice de forme.

CE 1980 Dame Bonjean Principe de continuité du SP reconnu PVC. Continuité pendant les



heures d'ouverture.

CE Ass. 1981 Retail Le médiateur de la République est une autorité administrative mais sans PPP.

CE 1982 Association Auto-défense Le détenteur du pouvoir réglementaire général est aussi autorité de police général. En l'espèce le 1er ministre.

CE 1982 Association Foyer de ski de fond de Crévoux En principe une autorité de police générale ne peut pas soumettre à autorisation l'exercice d'une activité professionnelle sauf si c'est prévu par le législateur ou si il y a un risque imminent de trouble à l'ordre public.

CE 1982 Huglo Décision de l'administration d'impose par elle-même et crée des droits et obligations.

CE 1983 Commune de Guidel La Déclaration d'Utilité Publique (DUP) n'est pas un acte individuel.

TC 1983 UAP Un contrat entre personnes publiques est a priori administratif, sauf si eu égard à son objet, il ne fait naître entre les parties que des rapports de droit privé.

CE 1984 Centre d'études marines avancées Intention du législateur claire.

CE 1984 Mansuy Les EPICS peuvent détenir un domaine public.

CE 1984 Confédération nationale des sociétés de protection des animaux de France REP contre les actes réglementaires de transposition: tout acte réglementaire se doit d'être conforme aux objectifs d'une directive même non transposée.

CE 1985 Syndicat communautaire d'aménagement de l'agglomération nouvelle de Cergy-Pontoise Les présidents des exécutifs locaux disposent du pouvoir réglementaire.

CE 1985 Association France Terre d'Asile Décret d'application doit se cantonner à la prescription législative (le décret ne doit pas être en contradiction avec la loi qu'il est sensé appliquer)

C.

CE 1987 TV6 Lorsque l'administration résilie un contrat pour un motif d'intérêt général, le juge vérifiera si l'intérêt général invoqué par l'administration est réel et pourra accorder une compensation financière à l'entreprise pour tenir compte de l'investissement.

TC 1987 Kessler La faute personnelle est cantonnée à quelques cas qui marquent un excès de comportement de gravité telle qu'il se détache du service: un agent frappe un usager.

CE 1988 Mme Pascau et autres Fédération agréée (article 16 de la loi du 16 juillet 1984), gère un SPA mais ne dispose pas de PPP. Ses actes relèvent du droit privé.

CE 1988 Bereciartua-Echarri PGD sur les étrangers. Principe selon lequel on ne peut expulser un étranger ayant obtenu l'asile politique sauf si il porte atteinte à l'ordre public.

CE 1988 Belkacem Les droits de la défense doivent être observés à l'exception des cas d'urgence.

CE 1989 Compagnie Alitalia L'abrogation des actes réglementaires est obligatoire, si l'acte est originairement illégal (ab initio)

CE 1989 Nicolo Un règlement pris en application d'une loi contraire à un traité doit être écarté.

CE 1989 Allain Dissoudre l'Assemblée Nationale est un acte de gouvernement.

CE 1989 Morin L'abrogation des actes non réglementaires, non créateurs de Droit est possible à toute époque si l'acte est illégal

CE 1989 Commune de Montgeron Le détenteur du pouvoir réglementaire général est aussi autorité de police générale. En l'espèce le Maire.

CE 1990 Association les verts L'abrogation des actes non réglementaires, non créateurs de Droit est possible à toute époque si l'acte est devenu illégal du fait d'un changement de circonstances : obligation d'abroger.

CE 1990 Commune de Champagne de Blanzac Le détenteur du pouvoir réglementaire général est aussi autorité de police général. En l'espèce le Président du Conseil Général

CE 1990 Confédération nationale des associations familiales catholiques et autres Le juge vérifie si le traité a bien été publié et ratifié. La CESDH s'impose aux lois. Les règlements l'emportent sur toutes les lois, même les lois postérieurs et contraires.

CE 1990 M. Bourgeois Nécessite d'une faute lourde pour voir la responsabilité de l'administration engagée en matière fiscale pour les opérations fiscales complexes.

CE Ass. 1990 GISTI Le juge administratif peut interpréter un traité, le renvoi ministériel est facultatif.

CE 1991 Pain L'abrogation des actes non réglementaires, créateurs de Droit est possible dans les conditions de CE, Fourré-Cormeray et de CE, Rigal, 1980, si elle intervient dans les 2 mois qui suivent l'entrée en vigueur de l'acte.

CE 1991 Commune de Sainte-Marie REP contre un contrat possible quand le préfet exerce un déferé préfectoral dont les contrats des collectivités locales dans le cadre du contrôle de légalité.

CE 1991 Belgacem Contrôle de proportionnalité d'une mesure d'expulsion par rapport à la CEDH.

CE 1991 Brasseur Le préfet peut refuser de faire droit à une demande de déferé préfectoral provoqué car c'est un pouvoir discrétionnaire du préfet. Son refus est inattaquable. Le recours contentieux est dès lors prorogé.

CE 1991 Union nationale de la propriété immobilière Si REP contre un acte qui repose sur une directive, on peut soulever l'exception d'illégalité de cette directive.

CE Sect. 1991 Confédération des associations familiales catholiques et autres Les mises en demeure ne sont décisives que lorsqu'elles contiennent une menace de sanction.

CJCE 1991 Andréa Francovitch Responsabilité de l'Etat si la transposition d'une directive n'a pas eu lieu dans un délai raisonnable en cas de préjudice survenu à un tiers.

CE 1992 Meyet Le président peut faire examiner en Conseil des ministres les décrets qu'il souhaite même si ces derniers n'ont pas à y passer.

CE 1992 Ville de Chevreuse Ordre public, mesure visant à assurer la tranquillité.

CE 1992 Société Textron Une personne privé qui gère un SPA prend des actes de droits privés lorsqu'elle ne fait pas usage de PPP.

CE 1992 S.A. Rothman's international France et S.A. Philipp Morris France Les directives l'emportent sur toutes les lois même les lois postérieures contraires.

CE 1992 Société Arizona Tobacco Product Responsabilité de l'Etat si la transposition a été mal réalisée en cas de préjudice causé à tiers.

CE Ass. 1992 Epoux V. La simple faute suffit pour engager la responsabilité de l'hôpital publique. La faute lourde du service n'implique pas qu'il y ait faute personnelle de ses agents.

CE 1993 Gouverneur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Gouverneur de la colonie royale de Hong-Kong Le refus d'extrader un étranger résident sur le sol français est un acte détachable des relations internationales, et susceptible de REP dans la mesure où il concerne l'ordre public.

CE 1993 Bianchi Pour obtenir réparation sur la responsabilité sans faute pour risque médical, cinq conditions doivent être réunies: acte médical ou chirurgical nécessaire au diagnostic ou au traitement, préjudice = conséquence directe de l'acte médical ou chirurgical, préjudice n'a pas de rapport avec l'état initial du patient ou avec son évolution prévisible, risque doit être connu mais de réalisation exceptionnelle, préjudice doit être exceptionnellement grave.

CE 1993 IFOP Les circulaires interprétatives peuvent faire l'objet d'un REP si l'interprétation méconnaît le sens et la portée de la norme sensée être interprétée et si elle contrevient aux exigences inhérentes à la hiérarchie des normes.

CE 1994 Société Codiam Contrat ayant pour objet l'exécution d'un service public, c'est un contrat administratif.

CE 1994 Préfet de la Haute Savoie c/ Mme Diallo Le retrait des actes non réglementaires, non créateurs de Droit est possible à tout moment mais il faut que l'intéressé puisse faire connaître ses observations, respect du droit de la défense.

CE 1994 Epoux Lopez Lorsque l'acte détachable est annulé et que c'est l'acte détachable d'un contrat privé, cela n'a pas d'effet sur le contrat. Le juge peut condamner l'administration à une astreinte journalière jusqu'au moment où elle saisira le juge judiciaire afin qu'il vérifie la légalité du contrat.

CE 1995 Morsang-sur-Orge Ordre public, mesure visant à assurer le respect de la dignité de la personne humaine.

CE 1995 Yonathan Koen Principe de laïcité du SP.

CE 1995 Consistoire Central Israélite de France Principe de laïcité du SP.

CE 1995 Assemblée territoriale de Polynésie Française Le recours gracieux (dit recours administratif) proroge le délai du recours contentieux.

CE 1995 Monsieur Contremoulin Définition du principe d'égalité: a situation égale, traitement égale, à situation différente, traitement différent.

CE 1995 S.A. Lilly France L'administration ne peut se servir d'une directive non transposée.

CE Ass. 1995 Hardouin et Marie Les mesures d'ordre intérieures sont limitées aux décisions qui répondent à trois critères cumulatifs: ne portent pas atteinte aux libertés, faible gravité, pas de conséquences juridiques ultérieures pour les intéressés.

CE 1996 Société France Affichage Vaucluse Le maire peut réglementer mais ne peut pas soumettre en principe à une autorisation préalable.

CE 1996 Conseil inter professionnel du vin de Bordeaux Une lettre de mise en garde peut-être non décisive et donc insusceptible de recours.

CE 1996 Moussa Koné Le CE peut proclamer des Principes Fondamentaux Reconnu par les Lois de la République (PFRLR) et peut déterminer la hiérarchie des règles juridiques entre l'ordre interne et l'ordre international. En l'espèce, l'interdiction d'extrader des étrangers dans un but politique.

CE 1996 Cayzeele Peut faire un REP contre une clause réglementaire du contrat.

CE 1996 Commissaire de la République d'Ile-et-Vilaine Dans le déferé préfectorale, la lettre d'observation (recours gracieux) proroge le délais de recours contentieux.

CE 1996 S.A. Cabinet Revert et Badelon Possibilité d'invoquer l'illégalité de toute norme, y compris une loi, qui serait contraire aux objectifs d'une directive même non transposée.

CE 1996 Union des consommateurs Force Ouvrière Dérogation au principe d'égalité devant le SP justifié par l'IG.

CE 1996 Commune de Taverny Lorsque l'autorité de police spéciale n'est pas intervenue alors l'autorité de police générale peut intervenir si un risque de trouble à l'ordre public existe.

CE Ass. 1996 Société Lambda Le juge administratif fait application des dispositions du droit civil, du droit pénal, du droit de la concurrence, du droit de la consommation entant qu'ils déterminent la légalité à laquelle l'administration est soumise.

CE 1997 Association collectif anti-péage et de défense du service public La Déclaration d'Utilité Publique (DUP) n'est pas un acte réglementaire.

CE 1997 M. Boudin Les ministres disposent du pouvoir réglementaire si la loi le prévoit.

CE 1997 Société Ekin Critère organique de la police administrative spéciale. En matière de publication étrangère, substitution du contrôle normal au contrôle restreint antérieur.

CE 1997 Theux Le SP des urgences voit sa responsabilité engagée sur simple faute.

CE 1997 Joseph Imbert d'Arles Allège l'arrêt Bianchi: la condition de l'acte médical ou chirurgical nécessaire au diagnostic ou au traitement n'est plus que facultative.

CE 1997 Aquarone Les coutumes internationales ne l'emportent pas sur les lois postérieures contraires.

CE 1997 GISTI Les parties de traités ne comportant que des grands principes ne s'imposent pas aux actes.

CE 1998 Ville de Lisieux REP contre un contrat possible quand il s'agit d'un contrat de recrutement d'agents publics.

CE 1998 Sarraï, Levacher et autres En droit interne, le bloc de constitutionnalité prime sur les traités internationaux.

CE 1998 Amon Passage à la faute simple pour les secours en mer (activité de police).

CE 1998 Commune de Hannapes Passage à une faute simple pour les services de lutte contre l'incendie (police).

CE 1998 Tête Quand la directive n'a pas été transposée dans le délai, le citoyen peut l'invoquer.

CE 1998 S.A.R.L. du parc d'activité de Blotzheim Le juge vérifie comment s'est effectué la ratification.

CE 1998 Tête On peut invoquer une directive dans le cadre d'un REP si elle n'a pas été transposée dans le délai imparti. C'est un revirement partiel de Cohn-Bendit dans la mesure où il ne concerne qu'une hypothèse.

TC 1998 Bergas Un contrat n'ayant pas pour objet l'exécution du SP n'est pas un contrat administratif.

CC 1999 99-422 Traité portant statut de la Cour pénale internationale En cas de contradiction entre le traité et le bloc de constitutionnalité, il faut changer ce dernier.

CE 1999 M. Naudière Le délai prévu par la loi pour prendre les décrets d'application n'est qu'à titre indicatif. Le décret pris après ce délai sera quand même valable (mais obligation d'un délai raisonnable)

CE 1999 M. Arteaga-Romero Un avis est non décisif et donc insusceptible de recours.

CE 1999 Président de l'Assemblée nationale Avancée du contrôle des actes législatifs par le juge administratif.

CE 1999 Société des aubettes Si le préfet au cours d'une procédure contentieuse faisant suite à un déferé préfectoral provoqué se retire, il n'y a pas de prorogation du REP.

CE 1999 Meyet Evolution de CE, 1990, Confédération des associations familiales catholiques et autres: la théorie des changements de circonstance de droit (et non de fait) s'applique au contrôle de conventionnalité de la loi CE.

CE 1999 Chevrol-Benkeddach Appréciation de la réciprocité entraîne un sursis à statuer et une question préjudicielle au ministre des affaires étrangères dont l'avis tient le juge.

CE Sect. 1999 Rolin S'il n'y a pas d'intérêt général, il n'y a pas de service public. Les caractéristiques des jeux de hasard ne revêtent pas le caractère d'une mission de service

public.

CE Sect. 1999 Association Ornithologique et Mammalogique de Saône-et-Loire. Suprématie des engagements internationaux sur la loi.

TC 1999 Union des groupements d'achats publics (UGAP) c/ Société SNC Auto Activ

CC 2000 2000-434 Loi relative à la chasse

CE 2000 S.A.R.L. Plage "Chez Joseph" Critère de l'intérêt général dans la définition d'un service public.

CE 2000 M. Colombeau Une lettre n'ayant qu'une valeur informative n'est pas décisive.

CE 2000 Torrent

CE 2000 Consorts Telle Le juge admet la réparation de la perte d'une chance sérieuse.

CE 2000 Commune de Saint-Florent La responsabilité de l'État ne peut être engagée que si le préfet, dans le cadre du contrôle des actes des collectivités territoriales ou des établissements publics, a laissé passer une illégalité manifeste et a commis une faute lourde.

CE 2000 Bamba Dieng Certains traités doivent être ratifiés par une loi. Le décret qui les publie ne peut intervenir avant cette ratification.

CE 2000 M. Paulin Les PGDI ne s'imposent pas aux lois postérieures contraires.

CJCE 2000 Tanja Kreil Le droit communautaire (y compris directives) l'emporte sur le bloc de constitutionnalité.

CE 2001 Ternon Le retrait des actes non réglementaires, créateurs de droit contenus dans des décisions explicites si ils sont illégaux, peut être fait dans les 4 mois après la prise de décision.

CE 2001 Confédération nationale des radios libres Conditions cumulatives nécessaires à un référé suspension: doute sérieux quand à la légalité de l'acte, urgence.

CE 2001 Frérot Les mesures d'ordre intérieures ne sont pas susceptibles de REP

CE 2001 Syndicat national de l'industrie pharmaceutique Le bloc de constitutionnalité l'emporte sur le droit communautaire. Les PGDE s'imposent à toutes les lois y compris les lois postérieurs et contraires.

CE 2002 S.A.R.L. Delplanque SP et PPP sont des critères cumulatifs.

CE 2002 Union Nationale de l'Apiculture française L'acte non réglementaire, créateur de Droit lorsqu'il est devenu illégal du fait d'un changement de circonstances doit obligatoirement est abrogé sans délai.

CE 2002 Duvignères Énumère la liste des circulaires interprétatives pouvant faire l'objet d'un REP et qui sont de fait décisives: les dispositions impératives à caractère général, le refus d'abroger ces dispositions impératives, les circulaires interprétatives comportant une règle nouvelle entachée d'incompétence, un circulaire comportant une interprétation contraire aux normes censées être expliquées, les circulaires qui réitèrent une règle contraire à une norme supérieure.

CE 2002 Villemain Une circulaire interprétative peut faire l'objet d'un REP si elle contient une interprétation effectuée au moyen de dispositions impératives ou si cette interprétation méconnaît le sens et la portée des normes censés être expliquées. Reconnaissance du

préjudice subi par la cosignataire du PACS.

CE 2002 Monsieur Magiera PGD effectivité du recours. La faute lourde est exigée dans le pour la reconnaissance de l'atteinte du PGD effectivité du recours.

CE 2002 Commune de Porta Le CE ne vérifie pas la constitutionnalité d'une loi portant ratification d'un traité. Il ne contrôle pas l'opportunité du contenu du traité ni sa conformité par rapport à un autre traité, il ne contrôle pas la compétence de l'autorité étrangère qui a signé le traité..

CE 2002 Rodrigues Pour l'indemnisation du préjudice, l'appréciation se fait à la date où le juge examine le recours.

CE 2002 Mr. Hoffer Ordonnance, après habilitation et publication a valeur réglementaire; après ratification a valeur législative.

CE Sect. 2002 Mme Soulier (cf.: CE, 2001, Ternon) Parmi les actes purement financiers ceux qui accordent un nouveau droit sont créateurs de droits acquis et ceux qui liquident un droit précédemment acquis ne so

CE Sect. 2002 Mme Soulier (cf.: CE, 2001, Ternon) Parmi les actes purement financiers ceux qui accordent un nouveau droit sont créateurs de droits acquis et ceux qui liquident un droit précédemment acquis ne sont pas créateurs de droit acquis.

CE 2003 Garde des Sceaux, Ministre de la justice c/ M. Remli Le placement à l'isolement d'un détenu contre son gré constitue, eu égard à l'importance de ses effets sur les conditions de détention, une décision susceptible de faire l'objet d'un REP.

CE 2003 Chaba La simple faute suffit pour engager la responsabilité des services pénitenciers.

CE 2003 Mme Moya Caville Responsabilité sans faute de l'administration qui fait courir à ses agents d'ouvrages publics des risques particulièrement dangereux. Le préjudice est remboursé intégralement et non plus forfaitairement.

CE 2003 M. Aggoun Le CE peut être saisi par voie d'exception, à l'occasion d'un litige mettant en cause l'application d'un traité, d'un moyen tiré de l'irrégulière ratification de celui-ci.

CE 2003 M. Uran Les accords financiers conclus entre deux Etats n'ont pas d'effet direct sur les particuliers.

•